

Numéro 19 - 18 mai 2019

50e anniversaire de la Conférence de Regina

**Un événement décisif dans
la vie politique du Canada**



Hardial Bains à Regina en 1989 à l'occasion du 20e anniversaire de la Conférence de Regina

Journée nationale des patriotes au Québec

- Honorons la mémoire de ceux qui ont combattu dans la rébellion de 1837-1838 pour investir le peuple du pouvoir décisionnel souverain
 - Le rôle clé joué par les femmes patriotes
- Programme d'activités de la Journée nationale des patriotes

**Les Canadiens tiennent beaucoup au développement
de la solidarité anti-impérialiste**

- L'hooliganisme des impérialistes américains ne connaît pas de limites
 - Nick Lin -
- Défendons la stabilité des relations Canada-Cuba en défendant l'état de droit international
 - Margaret Villamizar

- Défendre la souveraineté du Venezuela et l'état de droit international est une question de principe
- Le Conseil du travail de Windsor et du district condamne l'ingérence du Canada au Venezuela et s'oppose à toute pression des États-Unis visant à perturber les relations amicales avec Cuba
- Importante rencontre en juin pour discuter des développements dans la péninsule coréenne

71e anniversaire de la Nakba

- Des milliers de Palestiniens défendent le droit au retour
 - Les conditions du peuple palestinien à la veille de la 71e commémoration de la Nakba palestinienne
- Ola Awad, présidente du Bureau central de statistiques palestinien -

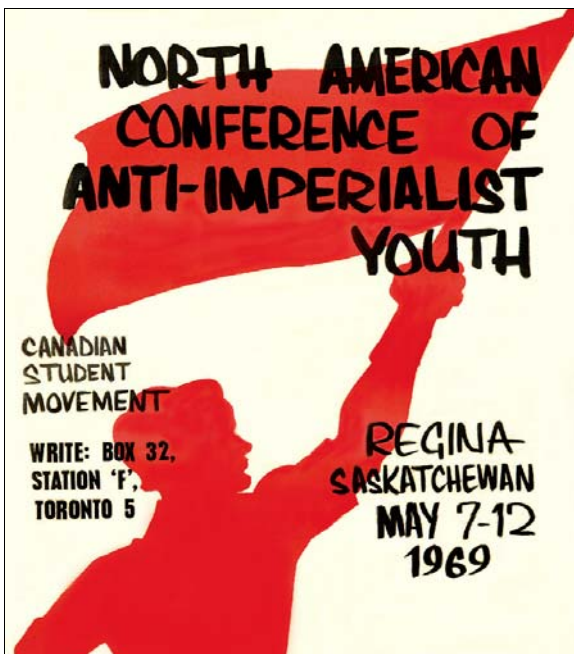
Supplément

- 50e anniversaire de la Conférence de Regina

50e anniversaire de la Conférence de Regina

Un événement décisif dans la vie politique du Canada

Pendant le mois de mai cette année, nous célébrons le 50e anniversaire de la Conférence de Regina qui a été une étape préparatoire importante à la fondation du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) dont nous célébrerons le 50e anniversaire l'an prochain.



Ce mois-ci, nous célébrons également le 51e anniversaire de la réorganisation de l'organisation précurseur du Parti, les Internationalistes, en tant qu'organisation marxiste-léniniste de la jeunesse et des étudiants. Les Internationalistes, fondés le 13 mars 1963, ont été réorganisés sous la direction de son fondateur, Hardial Bains, à Montréal du 7 au 25 mai 1968. Pour célébrer cette réalisation, les Internationalistes ont organisé la Conférence de Regina un an plus tard et celle-ci est devenue un développement d'importance historique pour la vie politique au Canada. La raison en est qu'elle a constitué une étape cruciale vers la création du PCC(M-L) en tant que parti politique de la classe ouvrière canadienne, un parti révolutionnaire apte et dévoué à apporter aux luttes de la classe ouvrière et du peuple la conscience et l'organisation dont ils ont besoin pour remporter la victoire.

En cette occasion, le Comité central du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires à tous les militants qui se sont joints au travail des Internationalistes dans les années 1960, en particulier ceux qui ont participé à la Conférence de Regina et ont

contribué à unir tous les marxistes-léninistes de cette période en un seul parti, de même qu'à tous ceux qui se sont joints à ce travail depuis. La Conférence de Regina a défendu le principe que la classe ouvrière est une et qu'elle a besoin de son propre parti politique afin d'établir ses propres objectifs indépendants et remporter sa lutte pour s'investir de pouvoir en devenant la nation et en investissant le peuple du pouvoir souverain.

En cette occasion, le Comité central du PCC(M-L) transmet également ses salutations révolutionnaires militantes à l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis et à sa direction. La participation des marxistes-léninistes des États-Unis à la Conférence de Regina a été un des éléments qui a caractérisé cette conférence et a contribué à bâtir des relations fraternelles solides entre les marxistes-léninistes américains et canadiens, lesquelles ont été essentielles pour construire l'unité de la classe ouvrière américaine et canadienne et pour régler ses comptes avec les impérialistes américains et l'intégration du Canada à la machine de guerre des États-Unis. Nous chérissons les relations qui ont été établies à cette époque, il y a 50 ans, et nous consacrons notre travail à leur renforcement. Nous saluons en cette occasion les efforts de la classe ouvrière et du peuple des États-Unis pour parler en leur propre nom et établir un gouvernement antiguerre. Nous nous engageons à contribuer à ce travail du mieux que nous le pouvons.

La Conférence de Regina, dirigée par les Internationalistes, a eu un tel impact sur la tournure des événements pour le mouvement communiste de ce pays que nous consacrons le supplément du *Marxiste-Léniniste* à une discussion sur « Le travail des Internationalistes et la Conférence de Regina » et au discours de Hardial Bains, que nous publions, intitulé « L'origine de la conscience et le changement social », prononcé à la Première Conférence interdisciplinaire qui a eu lieu à l'Université de Windsor du 9 au 11 février 1996.

La conférence a mis de l'avant que le monde faisait face à un moment déterminant du développement social, dans lequel la tâche et le contenu principaux étaient centrés sur le besoin ayant surgi objectivement d'arrangements nouveaux et modernes dans tous les aspects de la vie. La conférence a présenté un traitement spécifique de la nature et du rôle de la conscience, mettant en lumière le besoin d'une conscience qui émerge de la vie réelle actuelle, qui est sans notions préconçues et qui est synonyme de changement social. Cette discussion est cruciale pour tous ceux qui s'attaquent aux problèmes auxquels le mouvement communiste et ouvrier sont confrontés aujourd'hui.

Supplément

50e anniversaire de la Conférence de Regina

Journée nationale des patriotes au Québec

Honorons la mémoire de ceux qui ont combattu dans la rébellion de 1837-1838 pour investir le peuple du pouvoir décisionnel souverain

La journée qu'on appelle la Fête de la Reine, qui a lieu cette année être le lundi 20 mai, est célébrée au Québec comme la Journée des patriotes, la journée de commémoration des sacrifices et des exploits des patriotes du Bas-Canada lors de la rébellion de 1837-1838 contre les Britanniques. Des

marches, des expositions historiques, des conférences et des spectacles sont organisés pour marquer la rébellion de 1837-1838 et honorer la mémoire des patriotes qui ont donné leur vie ou ont été forcés à l'exil dans la lutte pour mettre fin au pouvoir colonial britannique en établissant une République du Québec.



Célébration de la Journée des patriotes à Montréal, le 21 mai 2018

Le projet de république des patriotes a été réprimé brutalement, et les Britanniques, sur la base de cette répression, ont établi ce qu'ils ont appelé le gouvernement responsable. Ils ont défini les droits au Canada sur la base de ce qu'on a appelé les deux nations fondatrices et établi ce qu'on appelle les institutions démocratiques en préservant le rôle de la prérogative royale et du privilège. Ils ont fait de la reine d'Angleterre la dépositaire de la souveraineté, du pouvoir décisionnel, en tant que personne d'État artificielle qui était censée être neutre et au-dessus des factions en guerre au sein de la classe dominante. Le gouvernement a maintenu une dictature stricte sur la majorité sans propriété et un gouvernement d'accommodements pour autant que les classes dominantes de la colonie servent les intérêts de l'empire britannique. Cette division du corps politique entre ceux qui gouvernent au nom d'une personne d'État artificielle appelée souverain et ceux qui sont gouvernés demeure à ce jour. Aujourd'hui, des gouvernements sont portés au pouvoir par un système électoral sur lequel le peuple n'exerce aucun contrôle. Ils sont des instruments de destruction nationale activement engagés dans les guerres impérialistes américaines d'agression et de changement de régime pour la domination mondiale. Le projet pour lequel les patriotes ont combattu vit aujourd'hui dans le projet d'édification nationale des travailleurs et du peuple qui vise à résoudre la crise des institutions démocratiques en leur faveur et à s'engager dans une édification nationale moderne pour changer la direction de l'économie, humaniser l'environnement social et naturel et faire du Canada et du Québec une zone de paix.

La Rébellion de 1837-1838 est un événement important dans l'histoire du Québec et du Canada. Il faut en saisir la signification pour comprendre la situation aujourd'hui et ne pas se laisser détourner par les illusions que les institutions dites démocratiques sont immuables et que le peuple est destiné à être privé du pouvoir décisionnel. Au contraire, l'établissement d'un État moderne du Québec sur sa propre base demeure nécessaire pour résoudre la crise des institutions démocratiques en faveur du peuple, pour mettre fin à l'emprise des



institutions issues de la répression du projet d'édification nationale des patriotes de 1837-1838. Les institutions dites démocratiques étaient basées sur les arrangements que les oligarques britanniques ont jugés « raisonnables » pour renforcer la domination coloniale britannique établie après la défaite de la France sur les plaines d'Abraham en 1759 et après que le Québec soit passé de colonie française à colonie britannique. Le pouvoir britannique a divisé le peuple sur une base ethnoculturelle et enchâssé cette division dans l'*Acte d'Union de 1840*. Depuis, la stratégie de diviser pour régner a servi, d'abord à l'État britannique et ensuite à l'État anglo-canadien, aujourd'hui intégré à la machine de guerre des États-Unis, à imposer le diktat des élites dominantes au peuple du Québec et au peuple du Canada, ainsi qu'aux Premières Nations. Il est clair qu'après la Rébellion de 1837-1838, tous les patriotes qui refusaient de réconcilier avec ces soi-disant accommodements raisonnables ont été soit pendus, soit exilés et que les institutions démocratiques actuelles du « gouvernement responsable », sorties de l'infâme *Acte d'Union*, ont été établies pour écarter le peuple de tout arrangement de partage du pouvoir.



Aujourd'hui, la cause pour laquelle les patriotes ont combattu en 1837-1838 met au premier plan la nécessité que la classe ouvrière devienne la nation et investisse le peuple du pouvoir souverain, le pouvoir de décider de ses affaires politiques, économiques, sociales et culturelles et celles de la nation. C'est d'autant plus urgent à l'heure où les gouvernements du Québec et du Canada intensifient la braderie des ressources naturelles et humaines, et cherchent à établir de nouveaux arrangements pour faciliter l'intégration politique, économique et militaire du Canada et du Québec à la machine de guerre impérialiste américaine et pour restructurer l'État au service des intérêts privés étroits de puissants oligopoles qui agissent sur une base mondiale. Pour masquer qu'ils servent ces intérêts privés étroits, ils accusent le peuple d'être raciste, anti-immigrant et étroit d'esprit. Leur refus d'ouvrir la voie au progrès de la société se voit à leurs tentatives renouvelées de mettre de l'avant la politique de division au nom des droits et des scandales afin de réduire le peuple

à un rôle de témoin du spectacle quotidien des factions politiques qui se chamaillent pour déterminer laquelle d'entre elles représente le mieux les soi-disant valeurs qu'elles disent chères au peuple afin d'imposer différentes versions de leur ordre du jour néolibéral de destruction nationale. C'est ainsi qu'est détruit le genre d'arrangements dont le peuple a besoin pour s'épanouir.

En cette occasion, le *Marxiste-Léniniste* honore la mémoire des patriotes du Haut et du Bas-Canada qui ont combattu et donné leur vie pour la cause du progrès de la société. Les patriotes d'aujourd'hui honorent leur mémoire en faisant progresser cette cause dans les conditions actuelles. La lutte des peuples du Québec, des Premières Nations et du Canada pour investir le peuple du pouvoir décisionnel souverain est plus importante que jamais.

Documents de référence

Les principes en cause dans l'exercice de la souveraineté du Québec - Recueil de textes, Parti marxiste-léniniste du Québec



Le rôle clé joué par les femmes patriotes



En 1837-1838, les femmes patriotes ont joué un rôle sans pareil dans la rébellion. Elles ont été aux toutes premières lignes de la mobilisation et de l'organisation du peuple du Bas-Canada pour combattre les colonialistes britanniques et affirmer la République du Bas-Canada. Leur ingéniosité et leurs sacrifices pour le succès de la cause républicaine sont légendaires.

En 1837, dans le cadre des efforts pour créer une économie propre à la jeune république et mettre fin à son asservissement économique par la Grande-Bretagne, les femmes ont lancé un boycottage des biens et du commerce britannique. Elles se sont mises à tisser des vêtements en étoffe du pays. Dans les assemblées populaires, les jeunes filles ont dit réserver leur cœur à ceux qui oseront porter les toiles canadiennes. Sous leur impulsion, le sirop d'érable a remplacé le sucre des Antilles et le cidre a remplacé le vin lors des repas. Selon l'historienne Micheline Lachance, plus de 250 dames de la paroisse de Saint-Antoine ont organisé un somptueux dîner où tout article importé avait été formellement banni.

Le 13 août 1837, le Comité central et permanent des patriotes a reçu une pétition de Marie-Louise Félix, épouse du notaire patriote Jean-Joseph Girouard, qui a demandé à ce que soit créée

l'Association des dames patriotiques du comté des Deux-Montagnes. C'est à cette même époque que dans les assemblées des patriotes flottait le fanion « Honneur aux dames patriotes ».

Marie-Louise et sa soeur Marie-Victoire, qui était l'épouse du marchand Jean-Baptiste Dumouchel, se sont installées à Saint-Benoît, et toutes deux ont été actives dans la cause des patriotes, tout comme leurs trois enfants, Vital-Léandre, Camille et Hercule. En plus d'avoir participé à la fondation de l'Association des dames patriotiques, Marie-Victoire est aussi reconnue pour avoir confectionné le drapeau des patriotes des Deux-Montagnes, représentant un maskinongé auréolé d'une branche de pin, avec les lettres C pour Canada et J-Bte, pour Jean-Baptiste, symbole à l'époque des habitants du Bas-Canada. C'est ce drapeau qui a flotté à la bataille de Saint-Eustache.

Pour écraser les rebelles et les aspirations du peuple du Bas-Canada à se défaire du joug de l'empire britannique, l'armée britannique a mis le pays à feu et à sang. Les femmes et les familles associées de près ou de loin avec le mouvement patriote ont été laissées seules avec les enfants et les vieillards et ont été la cible des pires humiliations. Elles ont confronté avec courage la violence des militaires britanniques. Lorsque leur demeure était pillée ou brûlée, les femmes ne pouvaient compter que sur elles-mêmes et sur la solidarité de leurs compatriotes pour survivre. Elles ont dû marcher sur les routes avec leur famille pendant de longs kilomètres pour trouver un abri. Certaines, comme la soeur du docteur Chénier, ont traversé village après village pour prendre et donner des nouvelles des patriotes sur les champs de bataille.

Émilie Boileau, qui habitait Chambly, organisait chez elle des assemblées de patriotes. Elle portait sur elle une arme en tout temps et le patriote Robert-Shore-Milnes Bouchette a écrit ceci dans ses mémoires : « À peine y étions-nous entrés, que nous vîmes les personnes qui occupaient le fond de la salle se diviser respectueusement pour laisser passer une dame qui s'avançait vers nous avec calme et dignité. Elle tenait dans sa main droite un pistolet dont le canon reposait sur son bras gauche. »[1] D'autres, comme les jeunes femmes Labrie et Berthelot faisaient fondre des balles de fusil et fabriquaient des cartouches de poudre. Elles n'étaient jamais loin des champs de bataille, prêtes à soigner les blessés.



Le drapeau patriote des Deux Montagnes

Les femmes n'hésitaient pas à offrir un refuge aux patriotes en fuite, au risque même de leur vie. Dans une lettre datée du 9 mars 1838 adressée à son épouse, le notaire Girouard écrivait : « Si tu vois madame Mongrain, n'oublie pas de lui témoigner combien je me rappelle avec sensibilité l'intérêt qu'elle m'a porté lorsque j'étais gardé par les braves femmes patriotes dans le grenier de la maison de Payen... Quelle scène que celle-là ! Je l'ai toujours à la mémoire. Si jamais je retourne à St-Benoît et que j'en ai les moyens, je vais rassembler avec nous toutes ces généreuses femmes que les promesses, l'argent, la crainte, n'ont pu engager à trahir un de leurs compatriotes. Je voudrais avoir une occasion de les remercier, de leur témoigner ma reconnaissance et l'admiration que j'ai pour leur patriotisme. »[2]

Alors que le pouvoir britannique n'avait que la prison, l'exil et la mort comme réponse à la volonté d'établir une République du Bas-Canada, les femmes ne se sont pas soumises à l'humiliation et à la peur et ont continué de défendre le mouvement patriote. Elles visitaient et apportaient des soins aux prisonniers, intercédèrent auprès des autorités pour défendre la juste cause de leur époux, leur frère ou leur fils et exiger qu'ils soient libérés. Euphrosine Lamontagne-Perrault a perdu deux fils durant la Rébellion, l'un tué et l'autre exilé. Elle a bien illustré l'esprit qui animait les femmes durant celle-ci : « Si c'était à refaire et que mes enfants voulussent agir comme ils l'ont fait, je n'essayerais pas à les détourner parce qu'ils n'agissent nullement par ambition mais par amour du pays et par haine contre les injustices qu'ils endurent. »

Notes

1. Mémoires de Robert-S.-M. Bouchette (1804-1840), recueillis par son fils Errol Bouchette, et annotés par A.-D. Decelles

2. Jean-Joseph Girouard (1795-1855) « Lettre adressée à son épouse Marie Louise Félix (1780-1846) de la prison de Montréal le 9 mars 1838 »

(Sources : *La Canadienne pendant les troubles de 1837-1838*, Marcelle Reeves-Morache, *Revue d'histoire de l'Amérique française* ; www.1837.qc.ca ; www.unites.uqam.ca)



Programme d'activités de la Journée nationale des patriotes



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

**Les Canadiens tiennent beaucoup au développement
de la solidarité anti-impérialiste**

**L'hooliganisme des impérialistes américains ne
connaît pas de limites**

- Nick Lin -



Les travailleurs partout au Canada continuent de prêter attention aux événements internationaux qui nécessitent de prendre position pour faire respecter le droit international et d'organiser des actions en solidarité avec les peuples du monde. Ces pays se sont courageusement engagés dans une voie indépendante et pour cela, ils sont de plus en plus pris pour cible par les impérialistes américains. Les Canadiens ne doivent pas accepter le diktat américain dans les affaires mondiales qui cherche à renverser les principes et les normes des relations internationales. Ceux-ci ont été expressément codifiés pour maintenir des relations pacifiques entre les pays et trouver des moyens diplomatiques pour régler les différends entre pays.

Les États-Unis violent de manière flagrante et impunément la Charte des Nations unies, ainsi que les normes de base des relations internationales établies par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et d'autres traités et accords. Ils violent même la Charte de leur instrument, l'Organisation des États américains, car elle n'a pas été en mesure d'imposer ses objectifs étroits aux États membres qui composent cette organisation. Ils lancent des guerres d'agression, utilisent et menacent de recourir à la force. Ils imposent des sanctions et des blocus, considérés comme des actes de guerre, et commettent des actes de piraterie en haute mer et saisissent les avoirs d'autres pays dans des institutions financières. Cet exceptionnalisme américain sème le chaos dans l'état de droit international.



Les travailleurs canadiens reconnaissent qu'ils ont un devoir particulier dans cette situation, étant donné que le gouvernement canadien est totalement engagé dans nombre de ces activités, en tant qu'un des pays qui apaisent l'impérialisme et l'exceptionnalisme américains au nom de la défense d'un ordre fondé sur des règles. Les travailleurs prennent position publiquement pour rejeter les activités inacceptables du gouvernement canadien et s'opposent à la désinformation qui tourne la vérité à l'envers au nom d'idéaux élevés.

La situation exige que les Canadiens intensifient leurs activités pour développer leur solidarité anti-impérialiste avec les peuples du monde et faire du Canada une zone de paix. L'hooliganisme des impérialistes américains ne connaît manifestement aucune limite et crée les conditions d'une nouvelle guerre mondiale. Cela ne doit pas passer.

Ci-dessous, nous présentons quelques-uns des derniers développements qui nécessitent l'attention des Canadiens épris de paix et de justice.

Intensification du blocus contre Cuba

Le 2 mai, les États-Unis ont activé le titre III de la *Loi Helms-Burton* contre Cuba, afin de permettre à des citoyens et entreprises américains de poursuivre en justice le gouvernement cubain ainsi que les entreprises et autres entités de pays tiers qui utilisent des biens nationalisés après la révolution cubaine, plutôt que de recevoir une compensation offerte par le gouvernement cubain en vertu de dispositions du droit international.^[1] À l'époque, les États-Unis ont refusé d'accepter les indemnités offertes par Cuba pour de telles propriétés.

Dans ces circonstances, les Canadiens doivent s'assurer que le gouvernement du Canada ne se soumette pas à l'ingérence dans ses affaires et ses relations avec Cuba, par l'application extraterritoriale des lois américaines à l'encontre des entreprises canadiennes qui font des affaires avec Cuba, et ne permette pas l'affaiblissement de ses relations diplomatiques amicales de longue date entre le Canada et Cuba. La récente fermeture pour une période indéterminée du bureau des visas de l'ambassade du Canada à La Havane a déjà une incidence sur les voyages et les échanges entre Cubains et Canadiens.

Tentatives de changement de régime au Venezuela

Le 5 avril, les États-Unis ont annoncé qu'ils bloqueraient les livraisons de pétrole du Venezuela à Cuba. Le 15 mai, les États-Unis ont suspendu tous les vols commerciaux de passagers et de fret entre les États-Unis et le Venezuela. Le Département de la Sécurité intérieure des États-Unis affirme

que « les conditions au Venezuela menacent la sécurité des passagers, des aéronefs et des équipages qui se rendent dans ce pays ou en reviennent ».

Le 16 mai, la police américaine a envahi l'ambassade du Venezuela à Washington, DC, afin d'en chasser les activistes américains qui y étaient présents avec l'autorisation du gouvernement vénézuélien. Ces militants étaient là pour protéger l'ambassade contre les représailles de représentants illégitimes des forces de l'opposition soutenues par les États-Unis dans le cadre de la tentative de changement de régime au Venezuela (voir ci-dessous). En vertu de la Convention de Vienne sur la diplomatie, la souveraineté des ambassades doit être préservée même en temps de guerre et lorsque les relations sont rompues.[2]

En ce qui concerne le Venezuela, le gouvernement canadien est totalement engagé dans la tentative américaine de changement de régime. Par exemple, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, est la servante des objectifs de l'impérialisme américain au Venezuela. Elle dirige le Groupe de Lima et conseille le président autoproclamé, Juan Guaido.

Blocus naval contre la République populaire démocratique de Corée

Les États-Unis ont saisi le vaisseau *M/V Wise Honest* plus tôt en mai dans ce que les agences de presse ont qualifié d'« action de confiscation civile », dans le but de donner un vernis juridique à ce qui est en réalité un acte de piraterie. Le vaisseau transportait du charbon à destination de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le Département américain de la Justice a accusé la Korea Songi Shipping Company de payer en dollars américains par le biais « d'institutions financières américaines à leur dépens » pour des améliorations, des achats d'équipement et des dépenses de service pour le *Wise Honest*, des activités qui, selon eux, contreviendraient aux lois américaines. Le navire avait initialement été arraisonné en avril 2018 par l'Indonésie et a maintenant été remorqué jusqu'au port des Samoa américaines. Cette « action de confiscation civile » est une application extrajudiciaire totalement illégitime d'une procédure civile interne américaine qui n'a aucune valeur en droit international.

Le 12 janvier 2018, 17 pays, dont le Canada et les États-Unis, ont signé une déclaration dans laquelle ils se déclarent « en position » pour faire respecter les résolutions 2375 et 2397 du Conseil de sécurité des Nations unies contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ces mesures coercitives consistent notamment à interdire et à inspecter les navires soupçonnés d'échanger avec la RPDC des produits interdits par les sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies, sur la base « d'informations qui fournissent des motifs raisonnables ». C'est en fait un blocus naval, un acte de guerre.[3]

Tentatives pour isoler l'Iran

L'année dernière, les États-Unis se sont retirés du Plan d'action global conjoint de 2015 (PAGC), signé par eux et d'autres pays avec l'Iran, en vertu duquel l'Iran avait accepté de réduire sa capacité d'enrichissement d'uranium en échange d'un allègement des sanctions. Les États-Unis ont maintenant annoncé de nouvelles séries de sanctions renouvelées en mars et en mai, notamment un blocus contre les exportations de pétrole iranien. Leur objectif est de contraindre les autres pays à respecter ses sanctions unilatérales et les inciter à ne pas s'acquitter, en vertu du PAGC, de leur responsabilité de contribuer au développement de l'économie iranienne par le commerce. Les États-Unis ont également imposé des sanctions aux industries iraniennes de l'acier, du fer, de l'aluminium et du cuivre. Les États-Unis ont récemment déployé un groupe de porte-avions, des bombardiers B-52 et des missiles Patriot dans la région, affirmant que l'Iran représente une menace pour ses troupes et ses soldats dans la région.

Guerre économique contre la Syrie

Depuis la victoire du gouvernement syrien sur les terroristes et l'intervention étrangère, les États-Unis intensifient leur guerre économique et poursuivent leurs tentatives de changement de régime.

Les Canadiens doivent s'opposer à toute participation du Canada à ces sanctions ou à de futures actions militaires, qui ont causé tant de tort au peuple syrien.

Huawei et la guerre commerciale des États-Unis avec la Chine

Les États-Unis utilisent les préoccupations de « sécurité nationale » pour appliquer des droits de douane aux produits d'autres pays, comme dans le cas de la société de télécommunications chinoise Huawei. Le 15 mai, le département américain du Commerce a annoncé l'ajout de Huawei et de 70 filiales à la « liste des entités », interdisant l'acquisition de composantes et de technologies auprès de sociétés américaines sans l'approbation préalable du gouvernement américain. Le même jour, le président Donald Trump a signé un décret interdisant aux entreprises américaines d'utiliser du matériel de télécommunication fabriqué par des entreprises considérées comme présentant un risque pour la sécurité nationale.

Au nom de grands idéaux, le Canada s'est déjà mis au service des États-Unis sur la question de Huawei. Comme mentionné précédemment dans *LML*, les prétentions du gouvernement canadien selon lesquelles il respecte l'état de droit sonnent absolument faux.[4]

Notes

1. « Assurons-nous que le gouvernement du Canada ne concilie pas avec les États-Unis dans leur tentative d'étrangler Cuba ! », *LML*, 20 avril 2019.

2. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 est un traité officiel des Nations unies, ratifié par les États-Unis en 1972. L'article 22 de la convention stipule que :

- i) Les locaux de la mission sont inviolables. Il n'est pas permis aux agents de l'État accréditaire d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de la mission.
- ii) L'État accréditaire a l'obligation spéciale de prendre toutes les mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la mission ne soient envahis ou endommagés, la paix de la mission troublée ou sa dignité amoindrie.
- iii) Les locaux de la mission, leur ameublement et les autres objets qui s'y trouvent, ainsi que les moyens de transport de la mission, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution.

De la même manière, l'article 45 stipule que :

En cas de rupture des relations diplomatiques entre deux États, ou si une mission est rappelée définitivement ou temporairement :

- a) L'État accréditaire est tenu, même en cas de conflit armé, de respecter et de protéger les locaux de la mission, ainsi que ses biens et ses archives ;
- b) L'État accréditant peut confier la garde des locaux de la mission, avec les biens qui s'y trouvent, ainsi que les archives, à un État tiers acceptable pour l'État accréditaire ;
- c) L'État accréditant peut confier la protection des ses intérêts et de ceux de ses ressortissants à

un État tiers acceptable pour l'État accréditaire.

3. « Les États-Unis initient un blocus naval total de la RPDC : un acte de guerre », *LML*, 13 janvier 2018
4. « Les attaques contre Huawei n'ont rien à voir avec l'état de droit - Louis Lang », *LML*, 16 mars 2019



Défendons la stabilité des relations Canada-Cuba en défendant l'état de droit international

- Margaret Villamizar -



Piquetage du 11 mai 2019 contre la suspension par le Canada des services de visa du bureau consulaire à La Havane

Les Canadiens sont de plus en plus préoccupés par la perturbation des relations entre le Canada et Cuba, d'autant plus que le gouvernement Trudeau obéit aux ordres des États-Unis qui, eux, intensifient leur ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Ils veulent que les relations canado-cubaines soient harmonieuses et passent par la défense de l'état de droit international. Ils n'acceptent pas que le gouvernement canadien agisse pour servir les objectifs agressifs des États-Unis contre Cuba.

C'est à la lumière de ces inquiétudes que plusieurs ont suivi de près la visite que la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a effectué le 16 mai, une visite de travail à La Havane où elle a rencontré son homologue, le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla. Freeland avait préalablement dit qu'elle avait l'intention de discuter de la « détérioration de la situation au Venezuela » et comment le Canada et Cuba pourraient « travailler ensemble pour défendre les Canadiens qui font du commerce et des investissements légitimes à Cuba à la lumière de la levée par les États-Unis de la suspension du Titre III de la Loi Helms-Burton ». Rappelons que Freeland est loin d'être étrangère à ce qui se passe au Venezuela, elle qui dirige le Groupe de Lima dont le seul objectif est d'imposer un changement de régime dirigé par les États-Unis contre le gouvernement démocratiquement élu de Nicolas Maduro, un gouvernement qui jouit de l'appui de la majorité des pays du monde.



La ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland rencontre son homologue, le ministre cubain des Relations internationales Bruno Rodriguez Parrilla à La Havane le 16 mai 2019.

À la fin de son voyage, elle a dit dans un gazouillis que « le Canada, avec ses partenaires du Groupe de Lima, espère trouver des façons de travailler avec Cuba afin de traiter de la crise politique, économique et humanitaire qui s'exacerbe au Venezuela », et elle a dit avoir eu une « discussion franche » à ce sujet avec Rodriguez Parrilla. Sur la question de la Loi Helms-Burton, elle a simplement répété ce qu'elle a dit dans une déclaration le mois dernier lorsque les États-Unis ont annoncé leur décision – que le Canada défendrait les Canadiens qui font du commerce et des investissements légitimes à Cuba.

Freeland est le premier membre de haut rang du gouvernement canadien à visiter Cuba depuis la visite officielle du premier ministre Trudeau en novembre 2016. De toute évidence, l'objectif principal de sa visite était de donner suite à la conversation téléphonique qu'a eu le premier ministre Justin Trudeau le 3 mai avec le président Miguel Diaz-Canel au nom du soi-disant Groupe de Lima. Trudeau avait alors sollicité la coopération du gouvernement cubain pour imposer un changement de régime « pacifique » au Venezuela en forçant la tenue de nouvelles élections présidentielles. À ce moment-là, Freeland n'était pas passé par quatre chemins. Elle avait affirmé d'un ton ferme que « Cuba ne doit pas faire partie du problème au Venezuela, mais faire partie de la solution ». La réponse du président cubain à cette proposition mise de l'avant au nom des forces favorables au changement de régime dirigées par les États-Unis a été de réitérer la position de principe de Cuba en appui au dialogue avec le président Nicolas Maduro fondé sur le respect de la souveraineté du Venezuela et le droit international, sans menaces ni ingérence étrangère. Le même message a été transmis à la ministre Freeland par Bruno Rodriguez lors de leur réunion à La Havane. Selon une déclaration émise le 16 mai par le ministère des Affaires étrangères de Cuba (Minrex) : « Le ministre Rodriguez a réitéré la volonté de Cuba de contribuer aux initiatives visant à promouvoir un dialogue respectueux avec le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur la base de l'égalité souveraine des États, des principes de droit international et des dispositions de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes pour une Zone de Paix, en particulier le rejet du recours ou de la menace du recours à la force et l'application de mesures économiques coercitives et unilatérales qui engendrent un préjudice humanitaire. »

Au sujet des autres questions discutées, il est dit dans la déclaration que Rodriguez a remercié le Canada pour son appui de longue date à la résolution contre le blocus des États-Unis contre Cuba à l'Assemblée générale des Nations unies ainsi que la position du gouvernement canadien en opposition à la récente application par l'administration actuelle des États-Unis du titre III de la Loi Helms-Burton.



Piquetage mensuel à Vancouver le 17 mars 2019 pour exiger la levée du blocus américain de Cuba

On a rapporté aussi que Rodriguez a fait part des inquiétudes de Cuba face à la décision du Canada de suspendre les services de visa aux citoyens cubains dans son bureau consulaire de la Havane. Il a dit que cela aurait des répercussions négatives sur les liens familiaux et personnels des Cubains et sur le développement des échanges culturels, éducatifs, académiques et scientifiques entre les Cubains et les Canadiens. Il a aussi dit à Freeland que la décision du Canada de retirer un certain nombre de membres de son personnel diplomatique et consulaire de la Havane était sans fondement, en raison de l'absence de preuves indiquant un risque pour la santé. Jusqu'ici, les experts cubains et internationaux n'ont pas réussi à confirmer le fondement des présumées « attaques soniques » qui, selon les États-Unis et le Canada, ont touché leur personnel diplomatique à la Havane.



Piquetage mensuel à Ottawa le 17 avril 2019

Les travailleurs qui ont participé au congrès de 2019 du Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes à Toronto du 13 au 17 mai ont annoncé avec regret que pour la première fois, leurs

homologues de la Fédération des travailleurs cubains (CTC) n'ont pu participer parce qu'ils n'ont pas pu obtenir leurs visas dans les délais.

Contextualisation de la visite de Freeland à Cuba

Le même jour où Freeland s'est rendue à La Havane, tôt le matin, la police américaine est entrée de force dans l'ambassade du Venezuela à Washington, DC, en violation flagrante de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Elle a arrêté les activistes américains qui vivaient et travaillaient à l'intérieur de l'édifice depuis les derniers 37 jours avec la permission du gouvernement vénézuélien, précisément pour le protéger de telles actions illégales. Soulignons qu'en dépit de la rupture des relations diplomatiques officielles entre les États-Unis et le Venezuela le 23 janvier, le Venezuela continue d'assumer sa responsabilité de protéger le site de l'ambassade des États-Unis à Caracas.

Freeland, qui elle-même était à Washington le 16 mai pour rencontrer les représentants du commerce de l'administration Trump pour tenter de faire lever les tarifs imposés à l'acier et à l'aluminium canadiens – ce qui s'est produit le lendemain – n'a rien dit au sujet de cette violation qui crée un précédent et qui va à l'encontre des règles de la diplomatie et qui n'a rien à voir avec l'ordre international fondé sur les règles dont elle prétend être la championne.

La visite à La Havane a aussi eu lieu en même temps que se tenaient des pourparlers à Oslo, en Norvège, sous les auspices du gouvernement norvégien – et avec la participation de représentants du gouvernement vénézuélien et de l'opposition – afin d'explorer la possibilité d'initier un dialogue avec médiation. Le même jour, une délégation du Groupe international de Contact (GIC), dominé par l'UE, a été accueillie à Caracas par le président Nicolas Maduro. Tout comme le Groupe de Lima, le GIC appelle à une « transition pacifique » par la tenue de nouvelles élections présidentielles au Venezuela. La plupart des membres du GIC reconnaissent Juan Guaido comme « président par intérim » du pays. De toute évidence, compte-tenu du prestige de Cuba et des nombreuses années qu'il a consacrées à travailler avec la Norvège en particulier et le Venezuela pour faciliter des négociations de paix pour la Colombie, il est normal qu'il joue un rôle pour faciliter le dialogue et une résolution pacifique de la crise au Venezuela aujourd'hui – en autant que le point de départ, comme le maintient Cuba, soit la défense du droit international et les droits du peuple vénézuélien, et non la violation des deux avec un langage trompeur.

Soulignons aussi qu'en ce sens deux jours avant que Freeland ne rencontre ses homologues cubains, son ministère a émis une déclaration disant que le premier ministre Trudeau avait discuté avec le « président » autoproclamé du gouvernement parallèle et illégal que le Canada a contribué avec les États-Unis à mettre en place, et qu'il l'avait félicité pour ses récents efforts sans succès de coup d'État contre le gouvernement de Nicolas Maduro. Trudeau a dit que cette tentative d'inciter une guerre civile entre Vénézuéliens était un exemple du « courage des efforts constants en vue de rétablir la démocratie au Venezuela » de Juan Guaido, de l'Assemblée nationale et du « peuple du Venezuela ». Selon le communiqué, le premier ministre et le « président par intérim » ont réaffirmé « la nécessité pour la communauté internationale d'harmoniser ses efforts afin d'assurer une transition pacifique au Venezuela ». Trudeau a informé Guaido des présumés efforts du Groupe de Lima à cette fin, mentionnant ses propres discussions avec d'autres partenaires internationaux. Guaido aurait remercié Trudeau pour le rôle dirigeant joué par le Canada à la tête de l'intervention de la communauté internationale en réponse à la crise au Venezuela.

Peu importe les illusions qu'entretiennent les forces de changement de régime dont fait partie le Canada, ou les machinations qu'elles inventent pour tenter de forcer Cuba à abandonner ses positions de principe en appui à la souveraineté du Venezuela et son droit à l'autodétermination, leurs efforts ne réussiront pas – ni auprès de Cuba, ni auprès du peuple vénézuélien, qui ont une longue tradition de lutte pour leur liberté et leur indépendance.

À cet effet, les Canadiens doivent être vigilants et agir contre toute tentative que ce soit par ce gouvernement ou tout autre futur gouvernement canadien de faire preuve d'apaisement envers les États-Unis et ses plans criminels contre Cuba et le Venezuela. Ils doivent aussi élever leurs voix pour veiller à ce que rien ni personne ne puisse rompre les relations amicales de longue date entre le Canada et Cuba, et pour que les relations diplomatiques se poursuivent, fondées sur le respect de l'état de droit international et l'égalité.

(Sources : Cubadebate, CTV, CBC. Photos: LML, Ottawa-Cuba Connections, Vancouver Communities in Solidarity with Cuba, Minrex)



Défendre la souveraineté du Venezuela et l'état de droit international est une question de principe



À gauche : des agents de sécurité à l'extérieur de l'ambassade du Venezuela à Washington le 16 mai 2019. À droite : des agents pénètrent illégalement dans l'ambassade le matin du 16 mai 2019.

Le matin du 16 mai, les services secrets américains et des agents de sécurité spéciaux du département d'État ont enfoncé une porte de l'ambassade du Venezuela à Washington pour y accéder. Ils ont arrêté les quatre membres d'un groupe de militants qui portent le nom de Collectif pour la protection de l'ambassade qui étaient restés à l'intérieur de l'édifice après que l'électricité et l'eau aient été coupées et la livraison de nourriture et de produits médicaux entravée par les autorités américaines qui les ont assiégés. Les derniers membres du personnel diplomatique ont quitté les lieux le 24 avril suite à la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis. Afin de tenter de défendre l'ambassade contre une prise de contrôle illégale par les forces du coup, les activistes ont décidé de vivre et de travailler dans l'édifice depuis le 10 avril en tant qu'invités avec l'autorisation expresse des propriétaires légitimes, le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela. En dépit de cela, ils ont été expulsés manu militari, accusé d'intrusion et l'ambassade a maintenant été confiée à un représentant de l'imposteur Juan Guaido qui s'est illégitimement autoproclamé « président par intérim » du Venezuela et chef d'un gouvernement fantôme parallèle que les États-Unis disent reconnaître.

Anticipant les mesures que le gouvernement américain allait éventuellement prendre, les activistes ont émis une déclaration le 13 mai pour expliquer le dangereux précédent que cela créerait et comment ils comptaient y répliquer.



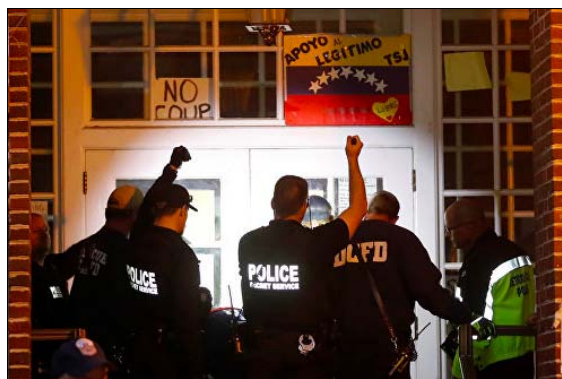
La police attaque des activistes devant l'ambassade du Venezuela à Washington quelques jours avant la descente du 16 mai 2019.

Message urgent au département d'État des États-Unis ***Collectif pour la protection de l'ambassade, le 13 mai 2019***

Nous entamons le 34e jour de notre séjour à l'ambassade du Venezuela à Washington. Nous sommes prêts à y rester un autre 34 jours et tout le temps qu'il faudra pour résoudre, de façon pacifique et conformément au droit international, le conflit touchant à l'ambassade.

Ce mémo a été envoyé aux États-Unis et au Venezuela et aux membres de nos collectifs et alliés. Nous invitons les gens à le publier puisqu'une démarche transparente est nécessaire pour empêcher les États-Unis de prendre une décision unilatérale qui pourrait avoir une incidence sur la sécurité des ambassades partout dans le monde et engendrer un conflit militaire.

Il y a deux façons de résoudre les questions touchant à l'ambassade du Venezuela dans le district de Colombia, et nous allons les expliquer.



Avant de le faire, nous voulons réitérer que notre collectif est un collectif d'individus et d'organisations indépendants qui n'ont aucune affiliation à un gouvernement quelconque. Nous sommes bien citoyens américains, mais nous ne sommes pas des agents des États-Unis. Et si nous sommes ici avec l'autorisation du gouvernement vénézuélien, nous ne sommes ni leurs agents ni leurs représentants.

Nous sommes à l'ambassade en toute légalité. Nous n'enfreignons pas la loi. Nous ne sommes pas entrés illégalement et nous ne n'y sommes pas par intrusion.

1. Quitter en vertu d'une Entente de pouvoir de protection

Le départ de l'ambassade qui résout le mieux la question à l'avantage des États-Unis et du Venezuela est une Entente de pouvoir de protection. Les États-Unis veulent un Pouvoir de protection pour leur ambassade au Caracas et le Venezuela veut un Pouvoir de protection pour son ambassade dans le

district de Colombia. De telles ententes sont fréquentes lorsqu'il y a eu rupture de relations diplomatiques.

Une Entente de pouvoir de protection permettrait d'éviter un conflit militaire qui pourrait engendrer une guerre. Une guerre au Venezuela serait catastrophique pour le Venezuela, les États-Unis et toute la région. Des gens perdraient leur vie et il y aurait une migration de masse pour fuir le chaos et la guerre. Cela coûterait aux États-Unis des billions de dollars et se transformerait en borbier dans lequel seraient mêlés des pays alliés du monde entier.

Nous agissons en tant que protecteurs par intérim dans l'espoir que les deux nations pourront négocier une résolution. Dans ce cas, nous enlèverons nos bannières de l'édifice, nous ferons nos bagages et nous quitterons sur une base volontaire. L'électricité pourra être restaurée et nous quitterons en auto.

Nous proposons une visite virtuelle avec les représentants de l'ambassade pour montrer que le Collectif pour la protection de l'ambassade n'a pas endommagé les lieux. Les seuls dommages à l'édifice ont été causés par les supporters du coup lorsqu'ils ont commis leurs infractions impunies.

2. Les États-Unis dérogent à la Convention de Vienne et ont procédé à une éviction et à des arrestations illégales

Cette façon de faire déroge au droit international et comporte d'innombrables dangers. Il faudrait que les États-Unis coupent les chaînes à la porte d'entrée posées par le personnel de l'ambassade, et violent l'ambassade. Nous avons posé des obstacles à cet endroit ainsi qu'à d'autres entrées pour nous protéger des infractions continues et des menaces d'intrus venant de l'extérieur de l'ambassade et que la police accepte. C'est suite au refus de la police de protéger l'ambassade et les citoyens américains qui s'y trouvent que nous avons pris ces mesures.

En tant que Protecteurs de l'ambassade nous ne nous barricaderons pas et nous ne nous cacherons pas dans l'ambassade advenant que la police entre par infraction. Nous allons nous rassembler et de façon pacifique nous allons affirmer notre droit de rester dans l'édifice et de défendre le droit international.

Tout ordre de quitter les lieux en vertu d'une demande des conspirateurs du coup qui n'ont aucune autorité officielle sera sans fondement juridique. Le coup a été un échec à plusieurs reprises au Venezuela. Le gouvernement élu est reconnu par les tribunaux vénézuéliens en vertu des lois vénézuéliennes et par les Nations unies en vertu du droit international. Un ordre donné par les comploteurs de coup nommés par les États-Unis n'a aucune valeur juridique.

Une telle infraction constituerait un danger pour les ambassades partout dans le monde et aux États-Unis. Nous serons inquiets pour les ambassades américaines et leur personnel partout dans le monde si la Convention de Vienne est violée dans cette ambassade. Un dangereux précédent serait créé et pourrait vraisemblablement se produire contre les ambassades américaines.

Si on procède à une éviction et des arrestations illégales, nous allons tenir les décideurs de la hiérarchie et tous les agents qui obéiront à des ordres illégaux responsables.

Si vous êtes munis d'une injonction à l'effet que nous sommes coupables d'intrusion et que nous devons évacuer les lieux, ayez l'obligeance de la faire parvenir à notre avocate Mara Verhayden-Hilliard, dont vous trouverez les coordonnées dans ce mémo.

Nous nous sommes occupés de cette ambassade et nous demandons une visite virtuelle de l'édifice avant que vous ne procédiez aux arrestations.

Nous espérons qu'une solution calme et réfléchie sera envisagée pour résoudre ce problème et que nous puissions éviter une escalade de ce conflit.

Aucune raison n'existe pour que les États-Unis et le Venezuela soient des ennemis. Une résolution diplomatique de ce conflit touchant à l'ambassade devrait engendrer des négociations sur d'autres questions d'intérêt entre nations.



Manifestation à Washington le 18 mai 2019

(Photos : A. Duarte, AVN. Le communiqué est traduit de l'anglais par LML.)



Le Conseil du travail de Windsor et du district condamne l'ingérence du Canada au Venezuela et s'oppose à toute pression des États-Unis visant à perturber les relations amicales avec Cuba

La résolution suivante a été adoptée par le Conseil du travail de Windsor et du district lors de sa réunion générale des membres du 14 mai :

Le Conseil du travail de Windsor et du district condamne l'ingérence persistante du gouvernement canadien dans les affaires du peuple vénézuélien en raison de sa participation à la tentative illégale des États-Unis de renverser leur président constitutionnellement élu, Nicolas Maduro, et de le remplacer par un membre de l'opposition non élu qui, à l'instigation des États-Unis, du Canada et d'un certain nombre d'autres gouvernements étrangers, s'est proclamé « président par intérim » du pays.

En aucun cas le Canada ne doit participer ou soutenir une intervention militaire étrangère au Venezuela ou permettre que les relations amicales entre le Canada et Cuba soient perturbées par la pression des États-Unis.

Le Canada doit cesser immédiatement d'utiliser et de soutenir les sanctions économiques en tant qu'instrument de changement de régime et de commencer plutôt à respecter la souveraineté et le droit du peuple vénézuélien à l'autodétermination.

Le Conseil du travail demande en outre au Canada de contribuer activement à une solution pacifique

et démocratique en soutenant l'initiative du Mexique, des membres de la Communauté des Caraïbes et d'autres intervenants qui ont présenté des propositions et offert leur aide pour faciliter le dialogue et les négociations entre les parties en conflit au Venezuela afin de réduire les tensions et de prévenir la violence, conformément au principe de non-intervention inscrit dans la Charte des Nations unies et le droit international.

(Traduction : LML)



Importante rencontre en juin pour discuter des développements dans la péninsule coréenne

Toronto
Samedi 15 juin 2019 – de 14 h à 18 h
Centre communautaire TNG, 349, rue Ontario

Conférencier principal : professeur Kiyul Chung, rattaché au 21st Century Institute, à Washington, et professeur associé auprès de l'Université Kim Il Sung, à Pyongyang, en RPDC

Tout le monde est chaleureusement invité à un forum public sur la lutte pour la paix, la sécurité et la dénucléarisation de la péninsule coréenne à l'occasion du 19^e anniversaire de l'historique Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000 signée par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée (RdC).

Ce forum a lieu dans le contexte des récents développements, notamment la Déclaration de Panmunjom entre la RPDC et la RdC en avril 2018 et les sommets RPDC-États-Unis qui ont suivi, soit celui de Singapour en juin 2018 et de Hanoï en février 2019. Ces développements ont ouvert la voie à une nouvelle ère de paix dans la péninsule coréenne et à la normalisation des relations entre la RPDC et les États-Unis en établissant un processus de mesures réciproques pour mettre fin à l'histoire passée d'hostilité et de confrontation. Cependant, les progrès vers une solution basée sur l'intérêt mutuel ont été bloqués par l'insistance de la partie américaine sur les demandes unilatérales de démantèlement de la capacité de défense légitime de la RPDC.

Organisé par la Commission de vérité sur la Corée (section canadienne) et la Fédération coréenne au Canada

Pour plus d'information et confirmer votre présence à la rencontre appeler au 416-768-1107 ou RSVP par courriel à corfedca@yahoo.ca



71e anniversaire du Jour de la Nakba

Des milliers de Palestiniens défendent le droit au retour



Partout en Palestine et dans plusieurs villes du monde, les Palestiniens et leurs supporters ont célébré le 71e anniversaire du Jour de la Nakba, également appelée « catastrophe », lorsqu'en 1948, 750 000 Palestiniens ont été déplacés pendant et après la création de l'État d'Israël. À ce jour, plus de cinq millions de Palestiniens vivent encore en tant que réfugiés dans l'attente de retourner sur leurs terres en Israël.

Le principal rassemblement en Cisjordanie s'est tenu à Ramallah, au centre des territoires occupés, où les Palestiniens se sont rassemblés devant la tombe du dirigeant palestinien Yasser Arafat, d'où des milliers de personnes ont marché vers le centre-ville, brandissant des pancartes, des drapeaux palestiniens et des drapeaux noirs qui symbolisent le deuil du Jour de la Nakba. À midi, les Palestiniens se sont tus alors que les sirènes ont sonné pendant 71 secondes, symbolisant les 71 années de la catastrophe palestinienne.

Les Palestiniens tenaient des clés qui rappellent leur détermination à regagner leur domicile d'origine, situé dans l'Israël actuel d'où ils ont été chassés en 1948. Le premier ministre palestinien Muhammad Ishtayeh, ainsi que des membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), du comité central du Fatah, des factions politiques et des dirigeants municipaux ont participé à la marche de masse, rapporte l'agence de presse Ma'an.



À Gaza, les Palestiniens ont continué à protester contre la barrière construite par Israël pour isoler Gaza des autres territoires occupés, dans le but de briser le mouvement de résistance du peuple. Les

agences de presse rapportent que plus de 60 Palestiniens ont été blessés dans la bande de Gaza alors que les forces israéliennes ont attaqué les manifestants qui marquaient l'anniversaire. Ashraf al-Qedra, le porte-parole du ministère de la Santé de Gaza, a déclaré que 65 Palestiniens, dont 22 enfants et cinq femmes, ont été blessés au cours des manifestations et que la plupart d'entre eux avaient été atteints par de vraies balles. Qedra a ajouté que les forces israéliennes ont également pris pour cible le personnel médical, blessant trois ambulanciers paramédicaux avec des balles en caoutchouc.

Plus de 300 Palestiniens ont été tués depuis le 30 mars 2018, année du début de la série de manifestations portant le nom de « Grande Marche du retour » et plus de 17 300 ont été blessés. Gaza est sous le siège israélien depuis juin 2007 et les sionistes ont lancé trois grandes guerres contre le territoire occupé, tuant chaque fois des milliers de Gazaouis et détruisant à chaque fois l'infrastructure du territoire. A l'occasion de la Nakba, le Hamas a déclaré dans un communiqué que « toute tentative de diviser les Palestiniens et de ternir l'image du peuple palestinien unifié en judaïsant Jérusalem et en la reconnaissant comme la capitale de l'occupation israélienne, en déchirant la Cisjordanie à l'aide de l'annexion et de l'expansion des colonies, en étranglant Gaza et en promulguant la loi sur « l'État-nation juif » dans les territoires occupés, ainsi que par la tentative de régler le problème des réfugiés de la Palestine en coupant toute aide à [Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine] dans le but de mettre fin à l'organe de l'ONU et supprimer le droit au retour, est vouée à l'échec ». Il a rejeté tous les projets visant à liquider la cause palestinienne ou à supprimer les droits des Palestiniens, en particulier par le « marché conclu du siècle » et a souligné le droit du peuple palestinien à résister à l'occupation par tous les moyens possibles, y compris la résistance armée, en déclarant que les armes de la résistance sont une ligne rouge.

Des rassemblements qui ont commémoré le 71e anniversaire de la Nakba ont également eu lieu dans d'autres villes et villages de Cisjordanie.

Ramallah, Palestine





Gaza, Palestine





Grève générale de la Nakba à Gaza



Tel Aviv, Israël



Mississauga, ON



Londres, Angleterre



New York, États-Unis



(Photos : LML, Times of Gaza, Palestinians Abroad, M. Smiry, Active Stills, Palestine Information Centre, La Lucha.)

Les conditions du peuple palestinien à la veille de la 71e commémoration de la Nakba palestinienne

- Ola Awad, présidente du Bureau central de statistiques palestinien -

Au moyen de chiffres et de données historiques et actuelles, la présidente du Bureau central de statistiques palestinien, Ola Awad, a examiné la situation géographique, démographique et

économique du peuple palestinien à la veille de la 71e commémoration de la Nakba palestinienne qui a eu lieu le 15 mai. Voici un aperçu de ces chiffres et données :

La Nakba : nettoyage ethnique, déplacement des Palestiniens et implantation de colons

La Nakba en Palestine décrit un processus de nettoyage ethnique par lequel une nation non armée a été détruite et sa population déplacée systématiquement par des gangs et des individus de partout dans le monde. La Nakba a causé le déplacement de 800 000 personnes sur une population de 1,4 million de Palestiniens qui ont vécu dans 1 300 villes et villages qui font partie de la Palestine historique de 1948. La majorité des Palestiniens déplacés se sont retrouvés dans les pays arabes avoisinants, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans d'autres pays du monde. Aussi, des milliers de Palestiniens qui sont restés dans les régions contrôlées par l'occupation israélienne en 1948 ont été chassés de leurs maisons et de leurs terres saisies par les occupants.

Selon les preuves documentaires, les Israéliens ont contrôlé 774 villes et villages et détruit 531 villes et villages palestiniens pendant la Nakba. Parmi les atrocités commises par les forces sionistes, il y eu plus de 70 massacres au cours desquels plus de 15 000 Palestiniens sont devenus des martyrs.

La réalité démographique : la population palestinienne a doublé neuf fois depuis la Nakba de 1948

La population de la Palestine en 1914 était d'environ 690 000 personnes dont seulement 8 % étaient des Juifs. En 1948, le nombre de Palestiniens en Palestine dépassait les 2 millions, 31,5 % étaient juifs, leur nombre ayant doublé plus de six fois au cours de cette période. De 1932 à 1939, le nombre d'immigrants juifs en Palestine a été de 225 000. Entre 1940 et 1947, plus de 93 000 Juifs ont émigré en Palestine. La Palestine a reçu près de 318 000 juifs entre 1932 et 1947 et 540 000 de 1948 à 1975.

En dépit du déplacement de plus de 800 000 Palestiniens en 1948 et du déplacement de plus de 200 000 Palestiniens (la majorité d'entre eux en Jordanie) après la guerre de 1967, la population palestinienne à l'échelle mondiale a atteint 13,1 millions à la fin de 2018, ce qui veut dire que le nombre de Palestiniens dans le monde a doublé plus de neuf fois depuis les événements de la Nakba en 1948. Plus de la moitié d'entre eux vivaient en Palestine historique vers la fin de 2018 où leur nombre a atteint 6,48 millions (1,57 millions dans les territoires occupés en 1948). Les estimés démographiques indiquent que la population de Cisjordanie à la fin de 2018, incluant Jérusalem, était de 2,95 millions et près de 1,96 millions dans la bande de Gaza. La population du Gouvernorat de Jérusalem était de près de 447 000 personnes dont approximativement 65 % (près de 281 000 personnes) vivent dans ces quartiers de Jérusalem qui ont été annexés en 1967 par les occupants israéliens, une région qu'on appelle J1. Les données montrent que les Palestiniens représentent 49 % de la population vivant en Palestine historique tandis que les Juifs 51 % de la population vers la fin de 2018. L'occupation israélienne continue de contrôler plus de 85 % de la région de la Palestine historique, qui équivaut à 27 000 kilomètres carrés, tandis que le reste de la région continue d'être soumise à des tentatives renouvelées d'usurpation et de contrôle. Il est important de noter que les Juifs en vertu du mandat britannique n'ont pris que 1682 km² des terres historiques de la Palestine, ce qui représente 6,2 %

Le statut de réfugié palestinien

Selon les dossiers de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (OSTNU) du 1er janvier 2018, le nombre total de réfugiés palestiniens était de 6,02 millions, 28,4 % desquels vivaient dans 58 camps (10 en Jordanie, 9 en Syrie, 12 au Liban, 19 en Cisjordanie et 8 dans la bande de Gaza). Les estimés laissent entendre cependant qu'il s'agit ici du nombre minimum de réfugiés puisque plusieurs d'entre eux ne sont pas enregistrés. Ce nombre ne comprend pas les Palestiniens

déplacés dans la période allant de 1949 à la Guerre des Six Jours en juin 1967. La définition de réfugiés de l'OSTNU ne tient pas compte des réfugiés qui ont migré ou ont été déplacés après 1967 en raison de la guerre et qui n'étaient pas répertoriés comme réfugiés. D'autre part, le recensement de la population, du logement et des établissements de 2017 montre que les réfugiés représentaient 43 % de la population de l'État de Palestine.



L'inscription sur le mur des bureaux de l'agence de l'ONU pour les réfugiés à Bethlehem se lit : « La dignité n'a pas de prix ».

Densité de population : la bande de Gaza a l'une des plus grandes densités de population au monde

La densité de population de l'État de Palestine à la fin de 2018 était de 816 individus par kilomètre carré (km²) : 522 individus par km² en Cisjordanie et 5 375 individus par km² dans la bande de Gaza, tenant compte que 66 % de la population totale de la bande de Gaza sont des réfugiés.

L'arrivée de réfugiés a transformé la bande de Gaza en l'une des superficies démographiques les plus denses au monde. En dépit de la petite superficie du territoire de la bande de Gaza, l'occupation israélienne a installé une zone de protection sur plus de 1 500 mètres le long de la frontière Est de la bande. En conséquence, l'occupation israélienne contrôle près de 24 % de l'ensemble du territoire de la bande de Gaza (365 km²).

Siège continu de la bande de Gaza

Le siège continu de la bande de Gaza, une des régions les plus densément peuplées du monde, a engendré une augmentation marquée du chômage. Le taux de chômage y a atteint 52 %, et près de 72 % des jeunes de l'âge de 15 à 24 ans sont sans emploi. Le siège ébranle aussi l'économie de la bande de Gaza et fait en sorte que plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté (53 %) et 11 % des familles ont recours à une source bonifiée d'eau potable dans la bande de Gaza en raison de la détérioration de la qualité de l'eau puisée dans le bassin côtier.

Plus de 100 000 martyrs depuis la Nakba de 1948

Le nombre de martyrs palestiniens et arabes depuis la Nakba de 1948 jusqu'à aujourd'hui (à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine) a atteint près de 100 000. Le nombre de martyrs tués entre le 29 septembre 2000 et le 7 mai 2019 était de 10 853. L'année la plus meurtrière a été 2014 alors que 2 240 martyrs palestiniens sont tombés, dont 2 181 étaient de la bande de Gaza. Le nombre de martyrs tués palestiniens a atteint 312 au cours de l'année 2018, dont 57 étaient des enfants et 3 des

femmes. Les occupants israéliens ont aussi gardé les dépouilles de 15 martyrs.



Funérailles le 31 mars 2019 pour Tamir Abu Al-Khair, un des 4 jeunes tués lors des manifestations durant le Jour de la Terre à Gaza

Près de 17 000 personnes blessées depuis le début des Marches du Retour



Jeune blessé durant la Journée de la Terre, le 30 mars 2018, alors que débutait la Grande Marche du Retour

Le nombre de Palestiniens blessés au cours de l'année 2018 a été d'environ 29 600 personnes, et les données du ministère de la Santé indiquent que le nombre de blessés dans la bande de Gaza est de près de 16 800 depuis le début des Marches du Retour à l'occasion de la Journée de la Terre le 30 mars 2018. Il est important de noter que 136 citoyens ont subi des amputations à la suite de l'agression des forces d'occupation israélienne contre les Palestiniens lors de la Marche du Retour et des efforts pour mettre fin au siège de l'est de la bande de Gaza. Le nombre de citoyens martyrs était de 272 et, parmi eux, il y avait 54 enfants et 6 femmes et aînés, et 4 ambulanciers et 3 journalistes.

Près d'un million de détentions depuis 1967



Les occupants israéliens ont détenu environ 1 million de Palestiniens depuis 1967. Cette année, leur nombre a atteint 5 700 à la fin du mois de mars, dont 250 étaient des enfants et 47 des femmes. Depuis le début de 2018, l'occupation israélienne a entraîné l'arrestation de 6 500 Palestiniens dont 1 063 enfants et 140 femmes. En plus, depuis octobre 2015, les occupants israéliens ont imposé la détention à domicile à 300 enfants à Jérusalem. Environ 36 enfants sont toujours en détention à domicile.

Confiscation continue de terres

Les occupants israéliens ont recours à la classification des terres en vertu de l'Accord d'Oslo (A, B, C) pour resserrer le contrôle des terres palestiniennes, en particulier les régions de catégorie (C) ayant une superficie de 3 375 000 dounams. Près de 2 642 000 dounams, représentant 76 % de la superficie totale de classification (C) sont exploités directement par les occupants israéliens. La superficie classifiée (A) est d'environ un million de dounams, et la région classifiée (B) est de 1 035 000 dounams, et les régions classifiées « Autres » représentent 250 000 dounams et elles comprennent les réserves naturelles et J1 dans Jérusalem-Est, et H2 à Hébron, et des régions non classifiées. En 2018, les occupants israéliens ont confisqué 508 dounams de terres palestiniennes par l'expansion de postes de contrôle israéliens et l'établissement de postes de contrôle militaires pour protéger les colons.

L'occupation israélienne : expansion continue de colonies de peuplement

À la fin de 2017, il y avait 435 colonies d'occupation et bases militaires des occupants israéliens en Cisjordanie (dont 150 colonies de peuplement et 116 avant-postes). Selon les données, le nombre total de colons en Cisjordanie était de 653 621 à la fin de 2017, dont 306 529 (47 %) vivaient dans le Gouvernorat de Jérusalem, et 225 335 d'entre eux vivaient à Jérusalem J1. En termes démographiques, le ratio de colons vis-à-vis la population de la Cisjordanie est d'environ 23 colons

pour 100 Palestiniens comparativement à 70 colons pour 100 Palestiniens dans le Gouvernorat de Jérusalem.

Le mur d'expansion et d'annexion isole plus de 12 % de la Cisjordanie. Cela a imposé des restrictions à 1,9 millions de personnes vivant dans les régions à proximité du mur et/ou des colonies de peuplement. Près de 400 000 personnes vivent dans la région « C ». Le mur d'expansion et d'annexion qui encercle la ville de Jérusalem a une longueur de 93 km et isole près de 84 km² de la région du gouvernorat de Jérusalem, tandis que la partie incomplète du mur, qui est d'environ 46 km, va en isoler près de 68 km².

La région juridictionnelle des colonies de peuplement imposées par l'occupation israélienne en Cisjordanie a atteint 541,5 km² à la fin de l'année 2018, représentant environ 10 % de la Cisjordanie, et les régions confisquées pour y installer des bases militaires et pour l'entraînement militaire en représentent environ 18 %. Cela prive les agriculteurs et les éleveurs palestiniens d'un accès à leurs fermes et leurs pâturages. Les occupants israéliens mettent tout en oeuvre pour consolider le siège et restreindre l'expansion urbaine des Palestiniens, en particulier à Jérusalem et dans la région (C), en Cisjordanie, qui sont toujours sous le plein poids de l'occupation israélienne.

Le vol de terres agricoles

La superficie totale des terres répertoriées comme ayant une valeur agricole élevée ou moyenne en Cisjordanie est de 2 072 000 dounams, ce qui constitue environ 37 % de la Cisjordanie. Les Palestiniens se servent de seulement 931,500 dounams, ce qui représente environ 17 % de la région de la Cisjordanie.

La raison de la non-exploitation des terres agricoles de la Cisjordanie est que la Région C, qui représente environ 60 % de la région de la Cisjordanie, est toujours sous le coup de la pleine occupation israélienne. Celle-ci a empêché de nombreux agriculteurs d'avoir accès à leurs terres ou de pouvoir cultiver ou entretenir les terres cultivées, causant la destruction de la plupart des récoltes dans ces régions. Il y a aussi eu la destruction par bulldozer et le déracinement de 7 122 arbres au cours de 2018 par les forces d'occupation israéliennes, portant le nombre d'arbres déracinés depuis l'an 2000 jusqu'à la fin de 2018 à plus d'un million. Des milliers de dounams ont été confisqués par les colons dans le but de les cultiver, et les régions ensemencées en 2018 par les colons des peuplements israéliens étaient d'environ 110 000 dounams, et la plus grande partie était de l'agriculture irriguée.

Jérusalem : déplacement intensif et systématique des Palestiniens

Les forces d'occupation israéliennes ont émis des ordres de déportation pour 12 communautés bédouines dans Jérusalem-Est, touchant près de 1 400 personnes.

En 2018, les occupants israéliens ont émis des ordres de démolition pour 546 édifices en Cisjordanie et à Jérusalem, alors que les besoins des Palestiniens en unités de logement croissaient. Selon les chiffres et les données du Recensement des conditions de logement de 2015, environ 61 % des ménages en Palestine auront besoin de nouvelles unités de logement dans la prochaine décennie. Les occupants israéliens ont démoli 471 édifices en 2018 (maisons et établissements), dont près de 46 % étaient dans la ville de Jérusalem où il y a eu 215 démolitions qui ont provoqué le déplacement forcé de 217 personnes, dont 110 enfants. Des édifices démolis, 157 étaient des édifices résidentiels et 314 des établissements. Pendant l'année 2018, l'occupation israélienne a approuvé les permis de construction pour 5 820 unités de peuplement.



Manifestation contre la destruction israélienne en juillet 2018 du village bédouin de Khan al- Amar, près de Jérusalem-Est, afin de prolonger une colonie illégale.

Une dure réalité : 22 % de l'eau disponible en Palestine est achetée de l'entreprise israélienne des eaux « Mekorot »

Les mesures israéliennes contribuent à limiter la capacité des Palestiniens d'exploiter leurs ressources naturelles, en particulier l'eau, et les obligent à compenser le manque d'eau en achetant la quantité nécessaire à l'entreprise israélienne des eaux « Mekorot ». La quantité d'eau achetée à des fins domestiques a atteint 83 millions de mètres cubes en 2017, soit 22 % du total de 375 millions de m3, en plus des 23,5 millions de m3 d'eau provenant des sources palestiniennes, 264,5 millions de m3 des puits souterrains et 4,0 (MCM) d'eau potable dessalée.

77 % de l'eau disponible provient des eaux de surface et des eaux souterraines

Les données ont montré que le pourcentage d'exploitation des eaux de surface et des eaux souterraines à partir des eaux disponibles en 2017 était élevé, soit une moyenne de 77 %. Il faut noter que les Palestiniens se voient refuser depuis 1967 l'accès à l'extraction d'eau du fleuve Jourdain, estimée à environ 250 millions de mètres cubes (MCM). D'autre part, la quantité d'eau pompée à partir de puits palestiniens en Cisjordanie en 2017 était de 86 MCM provenant d'un aquifère oriental, d'un aquifère occidental et d'un aquifère nord-est.

La quantité d'eau extraite de l'aquifère côtier à des fins domestiques était de 178,7 (MCM) dans la bande de Gaza en 2017, mais cette quantité est obtenue par un pompage non sécurisé qui compromet la durabilité de la source, alors que le rendement durable du bassin ne devrait pas dépasser 50-60 MCM par année. Plus de 97 % de l'eau pompée de l'aquifère côtier de la bande de Gaza ne respecte pas les normes de qualité de l'eau de l'Organisation mondiale de la santé, ce qui entraîne l'épuisement des réserves d'eaux souterraines, où le niveau des eaux souterraines dans l'aquifère côtier a atteint 19 mètres sous le niveau de la mer.

Sources

1. Bureau central de statistiques palestinien 2018 : les colonies israéliennes en Cisjordanie en 2017.

Ramallah-Palestine

2. Bureau central de statistiques palestinien 2019. Estimations révisées basées sur les résultats finaux du recensement de la population, du logement et des établissements de 2017, Ramallah-Palestine.
3. Bureau central israélien de la Statistique, Résumé statistique d'Israel. Jérusalem, 2018.
4. Commission sur la colonisation et à la résistance au mur 2019 : résumé des plus importantes violations en Palestine en 2018. Ramallah-Palestine
5. Commission des affaires liées aux détenus et ex-détenus, rapport annuel, 2018.
6. Abdullah Al-Hourani Center for Studies and Documentation, violations israéliennes en 2018, Ramallah 2019.
7. Regroupement national des familles des martyrs, base de données des familles des martyrs 2019, données non publiées.

(Photos : Times of Gaza, Great Return March, Palestine Info Centre, Active Stills.)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca